

## **Pour les « héros » de l'hôpital et de la santé, Macron et ses amis préparent le pire. Imposons le meilleur ! (Communiqué NPA 65)**

Chaque jour, président et ministres saturent les médias de discours sur la « reconnaissance » due aux « héros » en « première ligne », en particulier les soignantEs et l'ensemble du personnel hospitalier. Mais quand cette « reconnaissance » doit se traduire – même sous une forme bien modeste – par une prime de 500 à 1500 euros pour « solde de tout compte », qui ne répond pourtant nullement aux exigences des personnels qui se sont mobilisés pendant plus d'un an (augmentation de 300 euros nets pour touTEs), c'est une autre affaire... Le décret n'étant toujours pas sorti, la prime promise, ne sera versée au mieux qu'en juin. Heureusement qu'il n'a pas fallu autant de temps aux personnels de santé pour aller « au front » contre l'épidémie ! Et cette prime ne sera accordée qu'aux personnels censés être les plus « exposés ». Les personnels des EHPAD peuvent attendre...

Avares quand il s'agit d'honorer leurs promesses, ceux qui nous gouvernent sont bien généreux pour organiser la « solidarité »... en puisant dans la poche des salariéEs. Ainsi, tentant d'exploiter l'élan de soutien qui s'exprime depuis des semaines, des députés de la majorité soutenus par la ministre du Travail Muriel Pénicaud viennent de proposer aux salariéEs de « donner » des jours de congés qui seraient transformés en « chèques vacances » pour les soignantEs. Comme n'hésite pas à le dire la ministre du Travail, *« un tel dispositif ne représente pas une charge pour l'État ni pour les entreprises »*...

Une proposition d'autant plus indécente que la question qui se pose concrètement est de savoir si les « héros » épuisés auront droit à leurs congés et à leur RTT cet été... Pour l'instant, alors que les services se remplissent à nouveau de patientEs et qu'une « deuxième vague » est envisagée, la pénurie de personnel, les conditions de travail épuisantes et le manque de lits redeviennent une réalité quotidienne à l'hôpital. Dans ce tableau, les directions imposent la prise de repos, de congés et de RTT en prévision d'un été difficile.

Et les promesses de Macron ne valent pas davantage... Ainsi, tout indique que le « grand plan » pour l'hôpital, annoncé par le président il y a quelques semaines et qui devrait être dévoilé en juillet, n'ira pas dans le sens d'un service public de santé en état de répondre aux besoins quotidiens et aux situations de crise. Au nom du « déficit abyssal » de la Sécurité sociale qu'aurait créé la crise, l'heure serait plutôt à réduire encore la place de l'hôpital et du service public, et à ouvrir encore plus au secteur privé concurrentiel, à faire financer l'hôpital par la charité et les dons... Une politique dont chacun mesure aujourd'hui les effets, par exemple aux USA.

Pour que la crise sanitaire que nous vivons ne se reproduise plus, pour imposer un véritable « bouclier sanitaire » à l'hôpital (par la création de lits, des recrutements et des moyens nécessaires), pour que la santé ne soit plus une marchandise, l'heure est à la mobilisation des professionnelEs du secteur et de toutes celles et ceux pour qui la santé doit être un véritable service public accessible sans distinction de ressources ou de lieu d'habitation. C'est en particulier ce qui s'est passé à Toulouse ce lundi 11 mai, où personnels, soutiens (salariéEs, syndicalistes, Gilets jaunes...) et usagerEs étaient dans la rue en respectant les gestes barrières. D'autres rassemblements ont aussi eu lieu dans les villes et les régions, comme à Tarbes ou Bagnères de Bigorre.

Si l'on ne veut pas que le « monde d'après » ne soit le retour au monde d'avant, en pire, l'heure est à coordonner et à amplifier ces actions. Pour le droit à la santé de touTEs, déconfinons nos revendications.

*Le NPA65, Tarbes,, le jeudi 14 mai 2020*